

EUROPE

**«Europe:
Opération vérité»**

MAI 2013

ÉDITORIAL

Une récente étude expose que seuls 41% des Français soutiennent le projet européen. La moyenne européenne s'élève pour sa part à 45%. Plus de trente ans après la première élection du Parlement européen au suffrage universel, 60% de nos compatriotes ne savent pas comment sont désignés leurs députés européens¹.

Alors que 2013 a été consacrée par l'Union européenne « Année européenne des citoyens » afin de marquer le 20ème anniversaire de l'institution de la citoyenneté de l'Union par le Traité de Maastricht, ces chiffres marquent de manière forte la déconnexion entre l'Europe et ses citoyens.

Le prix Nobel de la paix décerné à l'Union Européenne, fin 2012, n'a pas aidé à inverser la tendance à l'eurosepticisme. Cela ne suffit pas pour consoler les Européens en ces temps difficiles : ils attendent de leurs dirigeants des décisions rapides et justes pour répondre à la crise. Bon nombre d'Européens ont même accusé l'Union Européenne d'avoir provoqué la crise, pointant du doigt un échec de la monnaie unique. Mais cette récompense du Comité Nobel souligne la durée et les perspectives de la construction européenne. C'est un appel à ne pas relâcher nos efforts pour continuer de porter notre message de paix. Nos valeurs de liberté, de démocratie, de justice, d'État de droit et de respect des droits de l'homme sont celles auxquelles tous les citoyens du monde aspirent. Avec la crise, toutes ces valeurs passent au deuxième plan.

Partout dans l'Union Européenne, des mouvements populistes, nationalistes, séparatistes profitent de la conjoncture économique pour jouer avec les inquiétudes des citoyens européens. Aussi, ces derniers appréhendent souvent l'Europe comme une punition, un carcan, une souffrance. Pour eux, elle n'ouvre plus de perspectives, elle n'est plus à la hauteur de l'idéal qu'elle représentait.

On sent également monter en Europe une germanophobie injuste alors que les Allemands occupent simplement la place laissée vide. La voix française fait défaut et tant que notre pays continuera à plonger économiquement, il ne sera pas crédible politiquement dans l'Union Européenne.

Il semble parfois que le projet européen s'épuise dans des débats théoriques stériles entre les tenants d'un modèle fédéral pur et parfait et les partisans d'une souveraineté nationale absolue et sans partage. Ce débat est caricatural et aucune des options ne permettrait en tant que telle de répondre aux préoccupations des Français. Il faut accepter d'en finir avec cette guerre des modèles pour construire un projet européen « sur-mesure », en fonction des défis du siècle et de la volonté des peuples européens. Dans cette perspective, c'est l'efficacité qui doit primer sur le dogmatisme. Là où il est plus efficace de mettre en commun nos compétences, avançons ensemble, en veillant à chaque fois à respecter l'exigence démocratique. Là où le niveau national est le plus pertinent, n'ayons pas la prétention de déposséder les Etats membres de leurs prérogatives.

¹ dernier sondage Eurobaromètre de décembre 2012

Pouvons-nous laisser le projet européen se déliter, faute d'ambition politique ? Est-il raisonnable de croire qu'on peut faire l'Europe sans les Européens ? Nous assumons pleinement nos convictions européennes. Mais nous ne voulons pas n'importe quelle Europe. Nous voulons une Europe différente. Une Europe qui assume son identité et ses frontières. Une Europe des réalités. Une Europe des solutions. Une Europe offensive dans le vaste monde.

Les attentes des Français concernent avant tout la croissance, la lutte contre le chômage, le pouvoir d'achat. C'est la capacité de l'Union Européenne à obtenir des résultats concrets dans ces domaines qui est en cause. La naïveté européenne consistant à dire que l'on ne critique pas l'Europe par dogmatisme, sans prendre en considération le message d'alerte des Français, nous conduirait directement à l'échec.

L'Europe n'est pas étrangère à la France. Avoir une ambition pour la France c'est aussi avoir une ambition pour l'Europe. Pour nous tous, l'Europe unie n'est pas l'Europe uniforme. Elle est un idéal d'unité dans la diversité, un cadre dans lequel les Nations doivent pouvoir exercer leur souveraineté tout en se projetant dans un avenir commun. L'heure n'est pas à l'europhobie béat.

Inversement, s'il est fondamental d'apporter des critiques et de dénoncer ce qui ne fonctionne plus, céder à la tentation facile de l'europhobie constituerait une faute. Notre famille politique devra avoir une ligne politique claire et unie sur un projet rassembleur. Partant de ce constat, il s'agit aussi d'expliquer pourquoi sans l'Union Européenne la situation aurait été bien pire qu'actuellement. Avec la crise économique, les carences sont apparues en pleine lumière. L'ampleur des difficultés a obligé les chefs d'Etat et de gouvernement à accepter de prendre, certes avec retard, des mesures qu'ils auraient refusées sans la crise. La régulation, la surveillance budgétaire et bancaire en sont des exemples concrets.

Les Français ont besoin d'un nouvel idéal européen qui parle au coeur et à la raison. Une Europe qui ne fait pas de politique subit inévitablement les évolutions du monde sans prise sur les événements. Retrouver un sens politique, savoir pourquoi on poursuit l'intégration communautaire sont donc des préalables indispensables. Les questions institutionnelles, la technocratie, doivent s'effacer devant l'impératif politique.

La raison d'être de l'Union Européenne qui consistait à « maintenir la paix en Europe » est considérée comme acquise par les jeunes générations. Aussi louable soit-elle, cette vérité ne leur parle pas et ne les fait pas rêver. Elles ont besoin d'un projet pour s'identifier à l'Europe. A la nécessité de la réconciliation et à l'instauration d'une paix durable s'est substitué le besoin d'agir sur la scène mondiale, de développer une économie compétitive et durable pour améliorer le quotidien de chacun et pour donner à chacun les moyens de se repérer et d'espérer dans un monde ouvert.

Jean-François Copé
Président de l'UMP

Hervé Mariton
Délégué général au Projet

Valérie Debord
Déléguée générale adjointe au Projet

Bruno Retailleau
Délégué général adjoint au Projet

SOMMAIRE

I. UN AN D'ÉCHEC EUROPÉEN POUR FRANÇOIS HOLLANDE	7
1. Le couple franco-allemand est cassé et ne sert plus de moteur à l'Europe	7
2. La France est isolée en Europe et incapable de défendre ses intérêts.....	7
II. FACE À LA MONTÉE DE L'EUROPHOBIE, DÉNONCER LES IMPOSTURES ET MIEUX PRENDRE EN COMPTE LES ATTENTES DES EUROPÉENS	9
1. L'Europe bat des records d'impopularité dans les opinions publiques.....	9
2. Une montée de l'eurosepticisme	9
3. Les europhobes n'apportent aucune solution crédible	10
III. NOS PROPOSITIONS POUR UNE EUROPE DIFFÉRENTE : PLUS EFFICACE, PLUS PROCHE DES RÉALITÉS, PLUS OFFENSIVE	13
1. Une Europe plus proche des réalités	13
2. Une Europe-puissance afin de peser sur la mondialisation	16
3. Une Europe qui recherche avant tout l'efficacité	22
4. Une UMP qui s'investit pour compenser l'échec de la politique européenne de François Hollande et maintenir le rang de la France.....	26

I. UN AN D'ÉCHEC EUROPÉEN POUR FRANÇOIS HOLLANDE

1. Le couple franco-allemand est cassé et ne sert plus de moteur à l'Europe

Diplomatie partisane, propos germanophobes, dénonciation personnelle d'Angela Merkel et des « conservateurs » censés diriger l'Europe, le président français a rompu avec la politique de ses prédécesseurs qui ont, tous, marqué leur attachement à la force du couple franco-allemand. Le récent revirement verbal du président français ne suffira pas à rétablir une confiance durablement entamée.

Cette mésentente produit déjà des effets concrets : la construction européenne est en panne et aucune initiative politique d'importance n'a été prise depuis un an. Malgré des rencontres très solennelles entre les responsables français et allemands comme la célébration du cinquantenaire du Traité de l'Elysée ou des réunions plus informelles, aucun projet novateur ou ambitieux n'a vu le jour depuis l'arrivée de François Hollande au pouvoir. La France ne peut même plus s'appuyer sur son partenaire allemand pour défendre ses positions au sein des instances européennes comme le démontre la candidature manquée de Pierre Moscovici à l'Eurogroupe.

Un couple suppose l'égalité. Or, la France ne cesse de décrocher d'un point de vue économique. Cette situation est mauvaise pour les deux pays car nos économies sont étroitement imbriquées et l'Allemagne ne pourra être durablement un îlot de prospérité dans une Europe sinistrée. L'objectif du gouvernement français doit donc être de s'engager dans une politique de convergence économique, sociale et fiscale pour aboutir à renforcer l'union franco-allemande.

2. La France est isolée en Europe et incapable de défendre ses intérêts.

L'Europe ne joue plus son rôle de démultiplicateur de puissance pour la France.

L'adoption du budget européen où une alliance inédite et improbable entre Britanniques et Allemands a contraint François Hollande à cautionner un budget en baisse, contraire à tous ses engagements électoraux, constitue un véritable camouflet pour le président français.

Isolée lors de l'intervention au Mali, la France a été incapable d'entraîner ses partenaires européens (contrairement à ce qui s'était passé lors de l'opération libyenne). Par ailleurs, le partenariat franco-britannique sur les questions de défense n'avance plus.

Les alliances de circonstance avec les pays du Sud pour contourner Angela Merkel ont déjà montré leurs limites d'où la nouvelle tonalité plus germanophile du président français qui est purement tactique.

Cependant, les propositions de François Hollande pour « sortir l'Europe de sa langueur » sont à la fois tardives (un an perdu avant d'annoncer une « initiative franco-allemande » sur les questions économiques, la croissance, la compétitivité et l'emploi), trop générales et peu innovantes. Il s'agit d'objectifs affichés depuis longtemps par la diplomatie française et François Hollande n'a délibérément donné aucune précision. Plutôt que de donner l'illusion du mouvement, il est indispensable de privilégier les réformes qui permettraient à la France d'être à nouveau entendue.

En effet, la politique économique de la France n'est plus lisible par nos partenaires européens et va à l'encontre de tout ce que font nos partenaires européens:

- Multiplication d'annonces contradictoires (éloge de la social-démocratie et projet absurde de taxation à 75 %, par exemple) ;
- Hausse massive des impôts sans effort suffisant de réduction des dépenses publiques, absence de réformes structurelles.

La conséquence est l'absence de crédibilité de notre pays sur la scène européenne.

De plus, la réflexion sur l'avenir de l'Europe, sur la nature du projet européen est absente dans les propos de François Hollande alors qu'Angela Merkel, David Cameron, José Manuel Barroso ont donné leurs visions respectives.

II. FACE À LA MONTÉE DE L'EUROPHOBIE, DÉNONCER LES IMPOSTURES ET MIEUX PRENDRE EN COMPTE LES ATTENTES DES EUROPÉENS

1. L'Europe bat des records d'impopularité dans les opinions publiques

L'Union Européenne bat des records d'impopularité dans quasiment chacun des Etats-membres (75 % des Français trouvent l'action de l'Union Européenne inefficace, 19% pas du tout efficace, 56% peu efficace. 25% des Français la trouvent assez efficace. 0% très efficace)². En dix ans, la part des personnes percevant la construction européenne comme une source d'espoir n'a jamais été aussi faible.

Aux quatre coins de l'Union Européenne, des mouvements populistes, nationalistes, séparatistes profitent de la conjoncture économique pour jouer avec les inquiétudes des citoyens européens (Royaume-Uni, Finlande, Pays-Bas, Italie, Roumanie...). Tout récemment, un parti anti-euro s'est constitué en Allemagne en vue des élections fédérales. Il rassemble déjà des milliers de membres déterminés.

Toute consultation des peuples sur la question européenne se traduit par une victoire du non.

2. Une montée de l'euroscpticisme

Depuis les élections européennes de 2009 et le déclenchement de la crise économique, l'euroscpticisme a le vent en poupe. L'Union européenne (UE) est ainsi confrontée à un mouvement de rejet.

Aussi, ces derniers appréhendent souvent l'Europe comme une punition, un carcan, une souffrance. Pour eux, elle n'ouvre plus de perspectives, elle n'est plus à la hauteur de l'idéal qu'elle représentait. Il est ainsi reproché à l'Europe son absence d'efficacité, son incapacité à créer une zone de prospérité économique, à relever les défis de la compétitivité, son échec à contrôler les flux migratoires, son incapacité à peser sur la mondialisation qui est subie au lieu d'être une opportunité, une complexité des processus décisionnels, une inflation normative, un défaut d'incarnation sur la scène internationale, son absence de leadership.

Les socialistes portent une responsabilité directe dans cette situation même s'ils tentent de faire porter la faute sur « L'Europe conservatrice » qui serait responsable de tous les maux. Depuis des années, le Parti socialiste français est inconséquent sur l'Europe, isolé sur de nombreux points du Parti Socialiste Européen et profondément divisé, notamment à cause de son aile gauche et anti-européenne.

Sur le traité de Lisbonne, au Congrès, le PS s'est profondément divisé (députés : 17 pour, 91 contre et 94 abstentions ; sénateurs : 15 pour, 30 contre, 49 abstentions) alors que le PSE dans sa très grande majorité l'a approuvé.

² BVA-Iris, 23 février 2013

Sur le mécanisme européen de stabilité, à l'Assemblée Nationale, il s'est abstenu (128 abstentions, 23 contre), ce qui est irresponsable car c'est le mécanisme qui a permis de venir au secours des pays surendettés.

Sur le Traité de stabilité, de coordination et de gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire, ils ont été 20 contre, 9 abstentions, 264 pour, alors que François Hollande lors des présidentielles, les députés socialistes lors des législatives, avaient promis de renégocier ce traité négocié par Nicolas Sarkozy et Angela Merkel.

3. Les europhobes n'apportent aucune solution crédible

Cette situation nourrit dans chacun des Etats-membres les populismes et la xénophobie. L'idée se répand qu'une petite élite tente de faire avancer l'Europe « contre les peuples ». Uniquement dans la dénonciation stérile, les europhobes ne font rien pour réorienter la construction européenne. Pour preuve, ils battent des records d'absentéisme au Parlement européen.

Pourtant les remèdes proposés par les partis populistes conduiraient à un échec retentissant : face à face très inégal avec les grands pays émergents, perte des gains de la PAC qui bénéficie avant tout aux agriculteurs français, retour des tensions nationalistes, question des minorités...

COÛT DE LA SORTIE DE L'EURO

- ▶ *Revenir au franc, par un effet de manche « nationaliste » mais contraire à l'intérêt de la nation, c'est l'assurance de devoir payer des taux d'intérêts beaucoup plus élevés qu'aujourd'hui. Ce serait une catastrophe pour nos finances publiques, déjà dans une situation difficile. Ce serait un renchérissement conséquent du coût de la dette publique. C'est la certitude pour les Français de connaître une hausse drastique de leurs taux d'emprunt pour acheter leurs voitures, leurs équipements ménagers, ou leurs logements, mais aussi pour les petites et moyennes entreprises, avec des conséquences graves pour l'emploi. C'est une augmentation sans précédent de notre facture énergétique, les prix du plein d'essence s'envolant de 60% au moins. C'est la paupérisation des populations en zones rurales ou périurbaines, qui ont besoin chaque jour de leur voiture, et de tous les Français, notamment ceux disposant des revenus les plus faibles : retraités, handicapés, chômeurs. Ce que le Front national cache, c'est que l'inflation importée sera généralisée, et touchera gravement le pouvoir d'achat de nos concitoyens.*

- ▶ *Sortir de l'euro, ce serait signer l'arrêt de mort de la monnaie unique, tant l'économie française pèse lourd en Europe. C'est revenir aux maux du passé, avec la course aux dévaluations compétitives et l'instabilité, comme celles que nous avons connues avant l'introduction de l'euro. Il n'est pourtant pas difficile de comprendre que dans la tempête, mieux vaut être à dix-sept dans un grand navire que seul sur un frêle esquif. La solidarité européenne reste notre meilleur bouclier contre les attaques des marchés. La préférence nationale chère aux extrêmes, Jean Luc Mélenchon, Marine Le Pen ou certains socialistes, condamne nos exportations qui dépendent à plus de 60% du marché intérieur européen. Au contraire, à l'heure où la Chine n'hésite pas à favoriser ses entreprises après avoir bénéficié de nos transferts technologiques, nous avons besoin d'une véritable préférence européenne.*

- ▶ *Cela veut dire que l'Europe est perfectible, qu'il faut la rendre plus forte encore, pour mieux protéger le citoyen. C'est l'objet des orientations que nous formulons, qui vont vers mieux d'Europe et non pas moins d'Europe.*

III. NOS PROPOSITIONS POUR UNE EUROPE DIFFÉRENTE : PLUS EFFICACE, PLUS PROCHE DES RÉALITÉS, PLUS OFFENSIVE.

1. Une Europe plus proche des réalités

a) Une Europe qui clarifie ses objectifs

Pour beaucoup de citoyens, la construction européenne est considérée comme un processus incontrôlé, sans objectif clairement établi qui a pour principale conséquence directe d'éloigner les leviers de décision et d'affaiblir les repères traditionnels de l'autorité politique. Il est impératif de clarifier les enjeux et les objectifs de l'Union européenne aux yeux des peuples et de mieux rendre compte de ses résultats, tout en montrant que si les objectifs ne sont pas atteints, la délégation de compétences n'est pas irréversible.

Pour répondre à ses imperfections, une construction européenne innovante, nouvelle, originale, doit être imaginée. Cette nouvelle construction européenne doit se concevoir à travers des coopérations en dehors du cadre strict de l'Union (à l'image de la coopération engagée entre la France et le Royaume-Uni dans le domaine de la défense avec le traité de Lancaster House).

PROPOSITION 1

- Il sera nécessaire d'établir une **Charte européenne** synthétisant les enjeux, objectifs et valeurs de l'Europe et de consulter le peuple sur cette Charte.

PROPOSITION 2

- **Développer les coopérations.** Par exemple : une coopération sur les questions d'immigration avec les Etats du Nord de la Méditerranée, une coopération dans le domaine nucléaire avec le Royaume-Uni et la Finlande, une coopération avec l'Allemagne et les pays nordique dans le domaine du développement des industries électroniques et de communication, une coopération avec le Royaume-Uni, l'Irlande, le Portugal et l'Espagne sur les questions maritimes, des coopérations différentes dans le domaine de la Défense...

Ce type de coopération doit être très clairement distingué du format des coopérations renforcées ou de toute forme de coopération mise en place dans le cadre des institutions européennes et qui ont montré une certaine inefficacité depuis leurs créations, c'est-à-dire depuis plus de 15 ans (seules trois coopérations renforcées).

PROPOSITION 3

- **Redéfinir/préciser le principe de subsidiarité.** La répartition des compétences doit reposer sur le seul souci de l'efficacité.

Que doit-on faire à 27 ? Par exemple : une véritable politique industrielle, une politique énergétique commune, une politique de recherche commune.

Que doit-on faire sur la base du volontariat de quelques Etats précurseurs (mais qui ne seraient pas entravés par ceux qui restent en dehors) ? Créer des outils incitatifs pour faciliter le recours aux coopérations renforcées pour les Etats membres qui souhaitent aller ensemble plus loin et plus vite que les autres.

Quels domaines doivent rester du niveau des seuls Etats ou même redevenir de la seule compétence nationale ? Politique de contrôle aux frontières si les lacunes de Schengen ne sont pas corrigées, réforme du marché du travail....

PROPOSITION 4

- Il est indispensable de **renforcer l'évaluation des politiques publiques européennes et de mieux rendre compte des résultats de l'évaluation aux citoyens.** Chaque politique européenne doit être assortie d'indicateurs compréhensibles pour jauger de leur efficacité et vérifier que les objectifs sont atteints. Si les objectifs ne sont pas atteints, il est légitime que des politiques qui ne font pas leurs preuves au niveau européen soient alors de nouveau confiées au niveau national.

b) Une Europe qui réaffirme son identité et ses valeurs par la fixation de frontières

Un frein très net doit être donné à l'élargissement qui est allé trop vite. L'entrée dans l'Union Européenne se mérite, elle ne doit pas présenter un caractère systématique. Les frontières de l'Europe doivent être définies afin d'affirmer son identité et notre culture commune.

Le projet européen est évidemment différent selon qu'on envisage les frontières de l'Union par un élargissement sans limite ou selon qu'elles sont clairement définies. Dans le premier cas, ce serait renoncer à l'Europe politique et résumer l'Europe à un grand marché économique. Tel n'est évidemment pas le choix de l'UMP, très attaché à la construction d'une Europe politique forte.

Dès lors, nous souhaitons que l'unification de l'Europe s'arrête aux pays des Balkans qui ont leur place en Europe, mais qui devront effectuer les réformes nécessaires pour pouvoir adhérer, ce qui mettra plusieurs années. La Turquie n'a pas vocation à entrer dans l'Union Européenne mais un partenariat privilégié doit être instauré.

PROPOSITION 5

- **Proposer une pause de 5 ans après l'élargissement de la Croatie au 1er juillet 2013.** Il faut réévaluer la capacité d'intégration de l'Union européenne à la lumière de la crise économique. La priorité doit être d'approfondir le projet européen, de le consolider.

PROPOSITION 6

- **Nous sommes favorables à un partenariat stratégique renforcée avec la Turquie, mais pas à son intégration comme membre de l'Union européenne.** Cela reviendrait à repousser les frontières de l'Union européenne à l'Irak, la Syrie...

PROPOSITION 7

- **Création d'un projet « Erasmus » des lycées et introduction de « chapitres européens dans les programmes scolaires ».**

2. Une Europe-puissance afin de peser sur la mondialisation

a) Une Europe qui va chercher la croissance et la compétitivité en faisant respecter le principe de réciprocité dans le commerce international

La Commission européenne qui dispose du monopole de la conduite de la politique commerciale de l'Union Européenne a négocié des traités de libre échange déséquilibrés au profit de nos partenaires en acceptant des concessions européennes majeures.

Au nom des vertus du libre-échange, la Commission s'est en effet toujours refusé à s'engager dans une démarche sérieuse et efficace de défense commerciale de l'Union Européenne. Peuvent être notamment cités : les droits de douane, la réciprocité dans l'accès aux marchés publics de l'Union Européenne (mesure proposée récemment grâce à l'action volontariste de Michel Barnier), l'obtention de concessions équilibrées dans les traités de commerce ou encore le mécanisme d'inclusion carbone aux frontières.

Il est donc urgent d'empêcher l'Europe de s'engouffrer dans une situation qui sera vite intenable si elle n'applique pas de façon efficace des mesures de défense pour son industrie, son modèle social et son environnement. Ainsi l'Union Européenne doit se doter de frontières commerciales intelligentes et se comporter avec la même vigueur que ses concurrents si nécessaire. L'Europe n'érigera pas de murs à ses frontières mais elle doit installer des filtres soumettant ses importations à des normes éthiques, sanitaires, sociales et environnementales.

L'économie doit être au service des peuples et non l'inverse. Pour cette raison, il est fondamental que la Commission européenne adopte une logique territoriale de défense et de développement de son tissu industriel. L'Union Européenne ne peut pas être la seule zone économique mondiale qui applique unilatéralement les préceptes du libre-échange, en parfaite méconnaissance du comportement de ses grands concurrents mondiaux.

Les Etats-Unis, par leurs subventions officielles ou maquillées, protègent astucieusement leurs secteurs stratégiques. La Chine, la Russie, l'Inde et le Brésil, à l'abri de règles protectionnistes, développent leurs champions nationaux, rattrapent leur retard, conquièrent de nouveaux marchés. Certains s'affranchissent des règles du libre-échange fixées par l'OMC, quand les Européens, par naïveté, s'efforcent d'être les meilleurs élèves de la classe.

Nous estimons aussi qu'il est prioritaire de créer et de maintenir des emplois de haute qualité grâce aux niveaux de qualification supérieurs de notre population. Dans ce contexte, nous stimulerons en permanence les PME et l'entrepreneuriat, sources d'emplois et de croissance.

PROPOSITION 8

- **Affirmer le principe de la réciprocité** au cœur des négociations commerciales.

Les mandats de la Commission à l'OMC doivent être plus clairs et mieux contrôlés. Les enjeux à venir sont de très grande importance alors que l'OMC vient de changer de directeur général : relance du cycle de Doha, accords de libre-échange avec les Etats-Unis, le Japon, le Canada... Le Parlement européen doit peser de tout son poids sur la Commission comme le fait le Congrès aux Etats-Unis sur l'exécutif.

PROPOSITION 9

- **Renforcer les instruments de défense commerciale** (droits anti-dumping) en facilitant leur utilisation (le recours aux IDC est trop mesuré en Europe 126 cas contre 300 aux Etats-Unis ou 200 en Inde) et en réduisant les délais (une procédure anti-dumping prend 12 à 15 mois en Europe contre 2 mois seulement aux Etats-Unis).

PROPOSITION 10

- Définir les domaines stratégiques (services, santé, transports ...) et des lignes rouges (culture, agriculture ...) en préalable à toute négociation d'accord de commerce entre l'Union Européenne et des pays tiers (Etats-Unis, Canada, Inde ...).

PROPOSITION 11

- Mettre en place **une fiscalité écologique et sociale aux frontières de l'Union (taxe réciprocité)**, qui permettrait d'équilibrer les normes sociales et environnementales que nous imposons à nos productions. Pour protéger l'environnement et favoriser le progrès social, les membres de l'Union européenne acceptent un certain nombre de normes contraignantes – certaines mériteraient d'ailleurs d'être allégées. Pour compenser le coût qu'elles peuvent représenter pour les producteurs européens et pour contrer le dumping environnemental ou social des pays hors UE qui exportent sur le marché européen, l'outil fiscal peut jouer un rôle de régulation qui peut tirer la mondialisation vers le haut. Cette taxe tiendrait lieu de fiscalité européenne et viendrait en déduction des contributions des États.

b) Une Europe qui progresse sur la voie de la convergence économique, fiscale et sociale pour remettre les questions de compétitivité et de croissance au centre de ses préoccupations.

Hier comme aujourd'hui, ce sont des problèmes de compétitivité, c'est-à-dire de performance des entreprises françaises sur les marchés mondiaux (faute de fournir les meilleurs produits, faute d'être présentes dans certains secteurs, faute d'investir dans certains pays, etc.), qui expliquent la dégradation du solde commercial et la faiblesse de nos exportations.

Plus encore, les problèmes de compétitivité liés au droit du travail ou à la fiscalité se posent au sein même de l'Union européenne et agissent comme un véritable repoussoir à l'égard des citoyens. Aussi est-il crucial pour restaurer la confiance que la convergence fiscale et sociale figure dans notre ambition. Les conditions de concurrence entre les 27 doivent être loyales : les Européens ne nous pardonneront pas de continuer à défendre un marché unique qui n'offre pas de réelles conditions de prospérité.

Plus largement, l'Union européenne doit jouer un plus grand rôle pour la croissance de long terme de son économie. Au-delà des nécessaires réformes structurelles – qui relèvent le plus souvent de prérogatives nationales, l'Union Européenne doit investir dans l'avenir, en orientant les ressources publiques vers l'innovation et l'économie de la connaissance. Elle doit faire le choix assumé de certains secteurs, plutôt que le saupoudrage des aides et financements, source d'inefficacité.

PROPOSITION 12

- Remettre les producteurs et non seulement les consommateurs au centre des préoccupations. Pour cela, il est temps d'instaurer **une politique industrielle commune**, moteur de la convergence fiscale et sociale, fruit de la mutualisation de budgets nationaux afin de véritablement peser sur la scène mondiale. Cette politique industrielle commune aura comme pilier la recherche et l'innovation. L'Union européenne doit retrouver le leadership en matière d'innovation en se positionnant sur les technologies qui prendront leur essor dans les décennies à venir.

PROPOSITION 13

- **Favoriser l'émergence de grands champions européens** en réformant les articles 101 et 102 du traité relatifs aux règles de concurrence pour assouplir leur mise en œuvre. Au nom de la lutte contre les ententes et abus de positions dominantes, ces deux articles freinent l'émergence de grands champions européens.

PROPOSITION 14

- **Renforcer l'intégration économique et fiscale pour lutter contre toute forme de dumping à l'intérieur de l'Union européenne.**

PROPOSITION 15

- Mettre en place des partenariats créatifs entre l'industrie et le monde universitaire, car les synergies sont essentielles à la créativité et à la croissance future.

PROPOSITION 16

- Employer les fonds structurels européens efficacement de façon à servir leur but initial, c'est à dire l'augmentation de la compétitivité dans les régions les moins compétitives.

PROPOSITION 17

- Rendre l'activation du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation plus efficiente.

PROPOSITION 18

- Créer un «Made in Europe», label permettant aux consommateurs d'identifier les biens produits en majorité pour les pays de l'Union Européenne.

c) Une Europe qui prend des initiatives sur la scène internationale et qui ne se contente pas d'être un bailleur de fonds. L'Europe doit redevenir un démultiplicateur de puissance pour la France.

Le Service européen d'action extérieure, sous la responsabilité du Haut représentant pour les Affaires étrangères, est inaudible, quasiment invisible et a déjà perdu la confiance de la plupart des Etats membres.

Au-delà du problème de personne se pose la question de la compréhension de cette nouvelle fonction par les citoyens européens. Par exemple, l'Union Européenne discute depuis au moins deux ans de la situation au Mali et a adopté un nombre considérable de résolutions ou de plans sans valeur contraignante. Mais qu'en est-il de l'action extérieure de l'Union Européenne pour lutter contre l'installation de foyers terroristes menaçants aux portes de l'Europe ?

Cette paralysie est en partie expliquée par la contrainte de la règle de l'unanimité. Le maintien de la règle de l'unanimité pour la plupart des mesures relatives à l'espace de liberté, de sécurité et de justice a considérablement freiné l'action de l'Union dans ces domaines. De plus, l'unanimité est d'autant plus difficile à réunir que le nombre d'Etats membres est plus grand. Dans une Europe bientôt à vingt-huit, l'unanimité est synonyme de paralysie.

Une Europe politique véritable comptant sur la scène internationale ne peut passer que par un nombre restreint de pays décidant ensemble d'aller de l'avant tout en laissant la porte ouverte ultérieurement à ceux qui voudront les rejoindre. La politique étrangère et de défense doit être le lieu de coopérations renforcées entre les Etats qui veulent une Europe-puissance et qui consentent à un effort budgétaire conséquent pour conserver des capacités militaires crédibles.

Depuis les accords de Saint-Malo et Lancaster House, la France et la Grande-Bretagne ont intensifié leur coopération, notamment au travers de leur action commune sur la Libye. Mais l'on voit bien que la coopération structurée exige que l'on inclue l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, la Pologne notamment.

Avec ces trois dernières, des partenariats opérationnels existent déjà. Et la nouveauté ces dernières années est que l'Allemagne, malgré ses réserves dues à son histoire et ses contraintes constitutionnelles, s'est partiellement affranchie d'une prudence qu'elle observait depuis la fin de la dernière guerre mondiale. Il est donc impératif que se mette en place cette coopération structurée permanente, autour de la France, la Grande Bretagne, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et la Pologne notamment.

Il est d'autant plus impératif que l'Europe prenne en main sa défense que les Etats-Unis opèrent un pivot vers l'Asie : l'Atlantique n'est plus sa préoccupation première.

PROPOSITION 19

- **Mettre en place un quartier général militaire européen.** Nous sommes conscients qu'il faut en convaincre nos amis britanniques. Mais le retrait progressif des Etats Unis du continent européen et le retour complet de la France dans l'OTAN devraient favoriser la capacité autonome d'action de l'Europe en cohérence avec l'Alliance Atlantique.

PROPOSITION 20

- **Mutualiser les capacités militaires et industrielles** pour permettre l'efficacité opérationnelle de nos forces armées. A une heure où les pays européens ont du mal à maintenir leurs efforts budgétaires en matière de défense, la mise en commun et la convergence sont nécessaires.

PROPOSITION 21

- **Mettre en commun les efforts de recherche** et créer une base industrielle et technologique de défense européenne efficace. C'est par la coopération industrielle en matière de défense qu'on consolidera la Politique Européenne de Sécurité et de Défense.(PESD)

PROPOSITION 22

- Enfin il faut une volonté politique qui nécessite un travail diplomatique intense qui a manqué par exemple dans l'intervention militaire de la France au Mali. Tous les pays européens ont salué la nécessité de l'intervention face au terrorisme, mais la France n'a pas su entrainer ses partenaires dans l'action militaire. Pourtant les outils sont là : 2 millions d'hommes et de femmes armés et équipés, l'état-major de l'Union européenne, les groupes tactiques. Il est grand temps que l'Europe choisisse d'avoir une armée efficace, cohérente, à la hauteur de sa puissance économique et commerciale pour être un géant politique, ce qui est à sa portée ; il lui faut une action coordonnée en matière de défense.

PROPOSITION 23

- Rattacher directement le ministre des Affaires européennes au Premier ministre et placer sous son autorité le Secrétariat général aux affaires européennes (SGAE).

Depuis le Traité de Rome, en 1957, aucun gouvernement français n'a jamais connu de responsable des affaires européennes apparaissant comme l'un des pivots de l'action gouvernementale. Intermittent des gouvernements de la Vè République, ce poste fut tantôt celui d'un secrétaire d'Etat, d'un ministre ou d'un ministre délégué tel qu'aujourd'hui.

Le ministre des Affaires européennes doit se voir reconnaître le statut de coordinateur des positions françaises au sein du Conseil de l'Union européenne, et de négociateur en chef.

3. Une Europe qui recherche avant tout l'efficacité

Il faut dépasser les débats idéologiques stériles entre fédéralistes, souverainistes... Les nations sont une réalité incontournable. La nécessité d'une Europe forte aussi. Les solidarités de fait existent déjà.

a) Pour un véritable contrôle de l'immigration illégale.

L'espace Schengen ne protège pas suffisamment de l'immigration illégale. Il ne permet plus de répondre à la gravité de la situation qui conduit à des frontières passives. Les pays d'entrée de l'immigration en Europe, ne sont pas les pays de destination finale des migrants. Ces Etats membres n'ont donc aucune incitation particulière à s'engager dans une politique coûteuse de surveillance de leurs frontières ou d'expulsion des immigrés clandestins, car la grande majorité des immigrants ne font qu'y transiter. Or, une fois les frontières externes de l'Union franchies, la liberté de circulation est totale.

Dans la situation économique et sociale qui est la nôtre, si l'Europe ne maîtrise pas les entrées sur son territoire, elle ne pourra plus accueillir dignement ceux qui arrivent. Elle ne pourra plus répondre à la demande d'intégration de ceux qui ont tant de mal à trouver leur place dans la société. Elle ne pourra plus financer sa protection sociale.

PROPOSITION 24

- Renforcer le pilotage politique de l'espace Schengen afin de vérifier que chaque Etat respecte bien les règles et sanctionner les Etats défaillants.

PROPOSITION 25

- Promouvoir une coopération renforcée entre les Etats membres de l'espace Schengen avec un responsable unique nommé par consensus à l'unanimité. Il serait à la tête d'une agence européenne de l'espace Schengen, en charge de l'harmonisation des visas européens, des échanges de données et de droit d'asile.

PROPOSITION 26

- Renforcer les actions de contrôle de l'agence Frontex pour une meilleure utilisation d'une réserve de garde-frontières nationaux.

PROPOSITION 27

- Promouvoir l'idée de créer à terme un corps de garde-frontières européen.

PROPOSITION 28

- **Sanctionner un Etat membre défaillant qui ne remplirait pas ses obligations.** Les Etats membres défaillants doivent pouvoir être suspendus de Schengen ; en tout état de cause, l'entrée de la Bulgarie et de la Roumanie dans Schengen paraît aujourd'hui prématurée.

PROPOSITION 29

- Enfin, en matière de lutte contre le terrorisme, il faut doter l'Union d'un système de collecte et d'utilisation des données de passagers (PNR) afin de lutter contre la criminalité transnationale et le terrorisme, qui assure le respect des droits fondamentaux des passagers.

b) L'impératif de stopper l'inflation normative et une transposition trop rigoureuse des directives

La maladie de l'inflation normative entrave l'action des élus, les fonctionnarise, voire les infantilise. Il est donc nécessaire de réhabiliter le bon sens.

Trop de normes semblent avoir été prises sans comparer les avantages qu'elles procurent aux coûts qu'elles engendrent. Cette production de normes atteint une côte d'alerte. Cet arsenal réglementaire empiète sur les libertés individuelles des Européens.

La Commission européenne a minoré son rôle de force de proposition pour devenir trop technocratique. Le choix de la communautarisation à outrance a conduit à préférer l'harmonisation des politiques européennes à la pertinence de leur contenu. Cette production de règles semble mécanique et irréversible.

La Commission européenne a également dilué sa capacité d'action dans la prolifération d'agences et le développement des fonctions de contrôles déconnectées des besoins réels.

PROPOSITION 30

Aucune nouvelle norme sans abrogation d'une norme déjà existante dans le domaine concerné.

c) la nécessité d'une politique énergétique commune

L'Europe, le plus grand marché régional du monde, doit faire valoir ses intérêts sur la scène internationale pour garantir sa sécurité d'approvisionnement énergétique. Or, l'Union européenne a toujours eu du mal à parler d'une seule voix, alors qu'elle doit faire être unie pour influencer les grands pays producteurs d'énergie, mais aussi les grands pays consommateurs.

La politique européenne de l'énergie est l'affaire de tous les Européens. Seule l'intégration européenne peut permettre de faire face à ces défis à long terme. Les décisions d'un État membre ont des conséquences pour tous. Les enjeux financiers, tant dans la modernisation du système énergétique que dans le développement de nouvelles solutions technologiques, sont énormes. Seule une collaboration au niveau européen peut permettre aux fonds publics d'orienter les investissements vers des technologies d'avenir encore trop risquées pour les investisseurs. Dans cette période de transition vers un monde plus sobre, l'Europe doit non seulement parler d'une

seule voix au monde extérieur, mais les États membres doivent se mettre d'accord sur les priorités en matière d'énergie pour mieux coordonner leurs activités dans le domaine. Une véritable politique énergétique commune est donc une solution incontournable.

PROPOSITION 31

- Afin de baisser les coûts d'approvisionnement en énergie fossile de l'Union Européenne, il est temps de **mutualiser nos moyens et de mettre en place une centrale européenne d'achat du pétrole et du gaz**. Une telle entité permettrait d'affirmer l'unité européenne et de peser plus lourd dans les négociations commerciales face aux pays exportateurs (Russie, OPEP,...). Cela se traduirait par une plus grande solidarité entre les Etats membres et à une augmentation globale du pouvoir d'achat des européens.

PROPOSITION 32

- Depuis la création d'EADS en 2000, l'Europe est en manque de grands projets industriels. Les réseaux électriques offrent l'opportunité d'un nouveau rapprochement d'envergure entre la filiale d'EDF (RTE) et les réseaux de transports allemands, italiens et espagnols afin de **créer une véritable Europe de l'électricité**. Un tel projet faciliterait le développement des interconnexions entre les différents pays européens et permettrait de mutualiser les coûts pour relever des défis comme l'accueil des énergies renouvelables intermittentes ou le déploiement des réseaux intelligents (smart grids).

PROPOSITION 33

- Pour poursuivre dans la logique du développement industriel autour de la transition carbone, nous proposons de **lancer des appels d'offres européens pour développer de nouvelles technologies innovantes**, comme l'éolien offshore, l'hydrolien, l'hydrogène, le captage de CO2 ou encore le stockage d'électricité. En effet, il n'est pas optimal que chaque Etat lance ses propres projets à l'échelle nationale, se privant ainsi de précieux effets d'échelle. Par ailleurs, ce recours aux appels d'offres permet de développer de véritables compétences sur le sol européen, par opposition aux tarifs de rachat qui ont prévalu jusqu'ici (sur l'éolien terrestre et le solaire photovoltaïque) et qui ont surtout eu pour effet de dégrader notre balance commerciale.

PROPOSITION 34

- L'Europe doit également se préparer à l'après-demain, à travers des **programmes de recherche communs en matière énergétique** entre ses grandes universités et ses grands organismes de recherche. On peut penser aux biocarburants de 2ème ou 3ème génération, au nucléaire du futur (réacteurs rapides dits de 4ème génération) ou encore aux nouvelles technologies solaires.

d) Une clarification et une simplification institutionnelles sont nécessaires :

La gouvernance européenne a besoin de repères. Avec un président de l'Union Européenne, un président de l'Eurogroupe, un président de la Commission, une présidence tournante, les citoyens ne savent plus quel est le rôle de chacun.

A l'instar du succès de la Présidence française de l'Union Européenne en 2008, l'Europe a besoin d'une voix, d'un visage, d'un patron pour emporter l'adhésion des peuples.

Le Service européen d'action extérieure, sous la responsabilité du Haut représentant pour les Affaires étrangères, est inaudible, quasiment invisible et a déjà perdu la confiance de la plupart des Etats membres. Des millions d'Européens ne connaissent ni le timbre de voix ni l'orthographe du nom du Président du Conseil européen.

Il ne s'agit pas d'une critique des hommes mais de la compréhension de ces deux nouvelles fonctions par les citoyens européens.

PROPOSITION 35

- Amélioration de la gouvernance économique par la création d'une fonction de vice-président de la Commission, président de l'Eurogroupe et ministre des Finances de l'Union Européenne qui rendrait compte à une conférence inter-parlementaire de la zone euro (commissions des finances nationales + celle du Parlement européen).

PROPOSITION 36

- Le débat reste ouvert concernant la fusion des fonctions de président du Conseil européen et de président de la Commission. Certains plaident pour cette option afin de donner un visage, une incarnation à l'Europe. Il serait alors élu par le Parlement européen. D'autres se montrent plus sceptiques et appellent à différencier le rôle de la commission et du Conseil européen de façon très nette.

PROPOSITION 37

- Suppression du Comité Economique et Social européen, du Comité des Régions

4. Une UMP qui s'investit pour compenser l'échec de la politique européenne de François Hollande et maintenir le rang de la France

L'UMP, 1^{ère} force d'opposition en France, a vocation à s'investir pleinement sur les questions européennes. C'est une nécessité d'autant que François Hollande n'a pas de vision de l'Europe. Il appréhende cette question sous un angle essentiellement tactique ou de politique intérieure. L'UMP portera le débat sur l'avenir de l'Europe à l'occasion des prochaines élections européennes.

PROPOSITION 38

- Développement d'une relation privilégiée avec la CDU (séminaires communs réguliers, contacts fréquents entre dirigeants).

PROPOSITION 39

- Une présence active de l'UMP au sein du PPE et du groupe PPE pour orienter l'Europe dans le sens que nous souhaitons avec le concours des partis européens qui partagent nos valeurs.

PROPOSITION 40

- La prochaine campagne européenne doit être l'occasion d'un soutien plein et entier au candidat choisi par le PPE pour présider la Commission. Polarisation et personnalisation des débats qui devraient permettre de susciter l'intérêt des électeurs pour une élection où le niveau de participation est souvent médiocre.

PROPOSITION 41

- Engagement des députés européens (dans un domaine de compétence) à effectuer la totalité de leur mandat pour peser au PE.



www.u-m-p.org